

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2700

1^{er} octobre 2015

SOMMAIRE

Aries GNH Parent S.à r.l.	129595	Moon Finance VII ESC-Q S.à r.l.	129555
Burndy International Holdings S.à r.l.	129591	MSI Alpha S.à r.l.	129600
Immobilière Nord-Sud S.A.	129554	MSREF VI Spirit S.à r.l.	129599
Insead Holding Sàrl	129557	MSRESS III Investment Management S.à r.l.	129599
Institut la Maison de la Beauté S.à r.l.	129557	Multi Manager Access	129555
Kobu S.à r.l.	129557	Niwron S.A.	129558
Lamandier Investments S.A.	129554	Oakmont Finance	129600
Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A.	129557	OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l.	129556
Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A.	129557	Odd Financial Services S.A.	129556
Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A.	129557	Odd Investment Real Estate S.A.	129556
Link S.à r.l.	129560	OIRP Investment 12 S.à r.l.	129582
Lupcin-Lux Schmiede	129554	OIRP Investment 8 S.à r.l.	129599
Luxemburg Capital Value	129599	One51 ES Luxembourg Sàrl	129554
Mantra Management	129559	Onetoo s.à r.l.	129555
Manufacture Gorgeneck S.à r.l.	129559	Ostregion Holdinggesellschaft Nr. 1 S.à r.l. ..	129554
Mercury Fund	129556	Panama Luxco S.à r.l.	129555
Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl	129558	Phoenix II Mixed H	129559
Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl	129558	Phoenix II Mixed J	129556
Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl	129558	Phoenix II Mixed N	129559
Milestone 2010 Lux S.A.	129560	Quinlan Private CE Commercial Client Holdings S.à r.l.	129600
Milestone 2010 Lux S.A.	129560	Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l.	129600
Mondial Part	129559	Radium Investment S.à r.l.	129583
Montefiore S.A.	129558	RBK Global S.à r.l.	129573
Moon Finance EIII ESC-Q S.à r.l.	129555	SESAM Beauty Concepte S.à r.l.	129560
Moon Finance Holdings-Q S.à r.l.	129555	Shanna S.A.	129560
		Taunus Holdings Limited	129561

One51 ES Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 141.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137618/9.

(150148908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Lamandier Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 161.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137508/9.

(150149573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Immobilière Nord-Sud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 106.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137435/10.

(150149080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Lupcin-Lux Schmiede, Société Anonyme.

Siège social: L-9676 Noertrange, 27, Burrebeerig.
R.C.S. Luxembourg B 103.139.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUPCIN-LUX SCHMIEDE SA

Référence de publication: 2015137520/10.

(150149088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Ostregion Holdinggesellschaft Nr. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 118.736.

- Le mandat de Mme. Marion Fritz, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est terminé avec effet au 29 mai 2015.

- Mons. David Moscato, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé gérant de la société, avec effet au 25 juin 2015.

- Le nouveau mandat de Mons. David Moscato prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015138354/16.

(150149783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Moon Finance EIII ESC-Q S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.506.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138310/9.

(150150533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Moon Finance Holdings-Q S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.509.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138311/9.

(150150508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Moon Finance VII ESC-Q S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.508.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138312/9.

(150150493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.445.

Les comptes annuels au 31 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138314/9.

(150149706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Onetoo s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 118.309.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138360/9.

(150150257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Panama Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.114.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138366/9.

(150150230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Mercury Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 142.105.

—
Rectificatif au dépôt L150132920 du 23/07/2015

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 27 mars 2015

Le Conseil d'Administration décide de coopter Monsieur Marc LEFEBVRE en remplacement de Monsieur Jean de COURREGES en tant qu'administrateur de la société avec effet au 27 mars 2015, pour une période se terminant avec l'Assemblée Ordinaire des Actionnaires qui approuvera les comptes pour l'exercice se terminant le 30 septembre 2015.

Dès lors, le Conseil d'Administration est composé de:

Président:

- Monsieur Jérôme PIEYRE, 40 rue du Marché, CH-1204 Genève

Administrateurs:

- Monsieur Jérôme PIEYRE, 40, rue du Marché, CH - 1204 Genève

- Monsieur Benoît ANDRIANNE, 9bis rue Basse, L - 4963 Clémency

- Monsieur Marc LEFEBVRE, 33 Clos Yves Robert, B - 4141 Louveigne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015138318/21.

(150149990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Phoenix II Mixed J, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.512.

—
Il est à noter la démission de Mr. Arndt Nicolaus de son poste de gérant de la Société avec effet au 31 juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015138375/12.

(150150043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.382.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 août 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015138358/11.

(150150388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Odd Financial Services S.A., Société Anonyme,

(anc. Odd Investment Real Estate S.A.).

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 41.014.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015138359/10.

(150150322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Insead Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138215/9.

(150150263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Institut la Maison de la Beauté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8340 Olm, 14, boulevard Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 104.477.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138216/9.

(150150248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9457 Landscheid, 7, An der Gaass.

R.C.S. Luxembourg B 95.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138275/9.

(150150185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9457 Landscheid, 7, An der Gaass.

R.C.S. Luxembourg B 95.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138274/9.

(150150044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Les Eleveurs de Porcs Marque Nationale Réunis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9457 Landscheid, 7, An der Gaass.

R.C.S. Luxembourg B 95.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138276/9.

(150150284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Kobu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 84.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138257/9.

(150150320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Montefiore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 56.589.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 27 juillet 2015

Le Conseil d'Administration accepte la démission de BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-51.675 en tant que déléguée à la gestion journalière des affaires de la société.

Pour la société

MONTEFIORE SA

Référence de publication: 2015138327/12.

(150150513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Niwrion S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 28.683.

—
Veuillez prendre note que la société à responsabilité limitée Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B103123, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a dénoncé le siège social établi dans ses locaux de la société anonyme NIWRON S.A., R.C.S. Luxembourg B28683.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Pour avis sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015138340/12.

(150150379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8232 Mamer, 61, rue de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 15.679.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138319/10.

(150150380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8232 Mamer, 61, rue de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 15.679.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138320/10.

(150150381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Messageries de la presse, des Publications, des Journeaux et Illustreierertemapp Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8232 Mamer, 61, rue de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 15.679.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138321/10.

(150150382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Phoenix II Mixed H, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 110.517.

Il est à noter la démission de Mr. Arndt Nicolaus de son poste de gérant de la Société avec effet au 31 juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015138373/12.

(150150031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Phoenix II Mixed N, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 110.516.

Il est à noter la démission de Mr. Arndt Nicolaus de son poste de gérant de la Société avec effet au 31 juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015138377/12.

(150150055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Mantra Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 162.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138316/10.

(150150354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Manufacture Gorgeneck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 26, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 101.323.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 12 août 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015138317/10.

(150150083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Mondial Part, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 168.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015138326/10.

(150149718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

SESAM Beauty Concepte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Laengten.

R.C.S. Luxembourg B 119.471.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015138511/12.

(150149950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Shanna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 111.704.

—
Le Bilan au 31 octobre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Pour Shanna SA

Fiduciary Tucci & Partners SA

Référence de publication: 2015138512/12.

(150150066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Link S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 97.223,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 158.984.

—
Le siège social de l'associé SELP (Alpha Germany) S.à r.l., a changé et est désormais au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2015.

Référence de publication: 2015138272/12.

(150149816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Milestone 2010 Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.208.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139079/9.

(150150895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Milestone 2010 Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.208.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139080/9.

(150150896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Taunus Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.800,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 111.153.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of July,

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

(i) LSREF2 Taunus Investments S.à r.l. (formerly known as LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.), a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, rue du Puits Romain L-8070 Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 22,500 (twenty-two thousand five hundred euro) and registered with the Luxembourg trade and companies' register (Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg) under number B192487, and

(ii) KUCERA Beteiligungen HOLDING GMBH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung incorporated under German law with registered office at 4, Europaplatz, D - 64293 Darmstadt, Germany, registered with the companies register of the lower court of Darmstadt under the number HRB 87991

being together the Shareholders,

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, employee of the notary office of Maître Martine Schaeffer, with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of powers of attorney, given on 27th and 30th July 2015,

which proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated above, in their capacity in which they act, have requested the undersigned notary to act that they represent the entire share capital of Taunus Holdings Limited, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of GBP 20,600.- (twenty thousand six hundred pound sterling) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the RCS) under number B 111153 and incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on 30 September 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 215 on 31 January 2006 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary then residing in Luxembourg, dated 24 February 2006, published in the Mémorial number 1089 on 3 June 2006.

The appearing parties, through their proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

A. The entire issued share capital represented by 412 (four hundred and twelve) A shares, 206 (two hundred and six) B shares and 206 (two hundred and six) C shares having a nominal value of GBP 25.- (twenty-five Great British pounds) each, is held by the Shareholders.

B. The Shareholders are represented by proxies so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary general meeting of the shareholders so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

C. The agenda of the meeting is as follows:

(1) Amendment of the object clause of the Company to be reflected in the Articles to be restated in accordance with item 7 of the present agenda.

(2) Cancellation of the classification of the existing shares of the Company into class A, class B and class C shares and conversion of these into ordinary shares.

(3) Change of the currency of the issued share capital of the Company from GBP (British pound sterling) to EUR (euro), amendment of the nominal value per share, conversion of the current issued share capital of GBP 20,600.- (twenty thousand six hundred British pound sterling) to EUR 28,800.- (twenty eight thousand eight hundred euro) by applying the GBP/EUR exchange rate prevailing in the website of the European Central Bank at a rate of GBP 1.- (one British pound sterling) amounting to EUR 1.4146 (one euro and four thousand one hundred forty-six cents), reflecting the applicable exchange published on the European Central Bank website as at 24 July 2015 so that the issued share capital is fixed at EUR 28,800.- (twenty eight thousand eight hundred euro) represented by 1,152 (one thousand one hundred fifty-two) ordinary shares of a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euro) each; allocation of the balance of the existing capital to the freely distributable share premium account, and subsequent amendment of the share capital clause in the Articles to be restated in accordance with item 7 of the present agenda.

(4) Cancellation of the Class A, B and C managers of the Company by providing the possibility for the shareholders' meeting (and not the obligation) to appoint class A and class B manager(s) and change of the binding power of the Company

to provide for a joint signature of one class A manager and one class B manager whenever the Company will have appointed A and B classes of managers, and subsequent amendment of the corporate governance rules of the Company in the Articles to be restated in accordance with item 7 of the present agenda;

(5) Amendment of the modalities and majority requirements set forth for the collective decisions to be adopted by the shareholders to be reflected throughout the Articles to be restated in accordance with item 7 of the present agenda.

(6) Amendment of the financial year of the Company to commence on 1st January of each year and to terminate on 31st December of the same year and subsequent amendment of the financial year clause in the Articles to be restated in accordance with item 7 of the present agenda and subsequent approval that the current financial year which has started on 1 June 2015 shall accordingly end on 31 December 2015;

(7) Amendment and restatement of the Articles in their entirety to reflect, amongst others, the above resolutions, including but not limited to the change of the object clause, the change and the conversion of the share capital, the suppression of mandatory classes of managers, the change of corporate governance rules, the change of the modalities and majorities required for collective decisions, the change of financial year of the Company so that these articles of association read as follows (the Restated Articles):

“ **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity (the Laws), and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), as well as by the present articles (the Articles of Association).

Art. 2. Object. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

In addition, the Company may acquire, hold, administrate, manage, enhance and dispose of real estate (in particular land and buildings as well as rights related to real property such as leasehold and part-ownership rights) located in Luxembourg or abroad and may hold, administrate, manage and dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities the object of which is, according to their articles, (i) to acquire, hold, administrate, manage and dispose of the real estate and/or (ii) to acquire, hold, administrate, manage and dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign real estate companies.

In a general fashion, the Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities, real estate and intellectual property rights of whatever origin and to realise them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and/or grant security in favor of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial and financial operations, which are directly or indirectly connected with, or may favor the development of, its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "Tanus Holdings Limited".

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder, or in case of plurality, of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers of the Company.

The Company may establish other offices and/or branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers.

Art. 6. Subscribed capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 28,800.- (twenty-eight thousand eight hundred euro), represented by 1,152 (one thousand one hundred fifty-two) ordinary shares having a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euro) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred (the Share Premium). The Share Premium may be used (i) to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Share Premium pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to offset any net realised losses, (iii) to make distributions to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Share Premium pro rata to its/their respective contribution(s) in any form whatsoever including but not limited to dividend payments or reimbursement or (iv) to allocate funds to the legal reserve.

Any contribution in cash or in kind made as capital contributions without the issuance of new shares will be booked in a "capital surplus" account (the Capital Surplus) pursuant to a resolution of the general meeting of shareholder(s). The Capital Surplus will only be available (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption, reimbursement or otherwise, to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares to the holder(s) of shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (iii) to offset any net realised losses or (iv) to be allocated to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased or reduced at any time by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of these Articles of Association.

Art. 8. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised in accordance with Article 189 of the Companies Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, does not put the Company into liquidation.

Art. 10. Board of Managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed, revoked and replaced by a decision of the single shareholder, or as the case may be, of the general meeting of the shareholders owning more than half of the share capital, which will determine their number and the period of their mandate.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, namely class A manager (s) and class B manager(s). Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the manager(s) be identified with respect to the class they belong to.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the sole manager or, in case of plurality, any member of the Board of Managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Association to the single shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 11. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager(s) and class B manager(s)) the Company will only be validly bound by the joint signatures of one class A manager and one class B manager (including by way of representation).

Art. 12. Delegation of Powers. The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers (provided that in the event of classes of managers, it shall include one class A and one class B manager (including by way of representation), may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine.

Written notices of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing, by fax or e-mail, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting beforehand. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by fax or e-mail another manager as his proxy. Managers may also cast their votes by telephone confirmed in writing. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, provided that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager(s) and class B manager(s)) such majority shall include at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation)

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Managers may also be passed in writing which resolutions will be proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, with a majority signed in Luxembourg. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Responsibilities. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter assumes all powers conferred by Laws to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

Resolutions whose purpose is to amend the Articles of Association of the Company may only be adopted by (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers or, as the case may be, the sole manager to the shareholders.

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, with reference to thirty-first December, the Company's accounts are closed and are drawn up by the manager, or in case of plurality of managers, by the Board of Managers, in accordance with the Laws, who prepares, among others, an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 18. Appropriation of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to a statutory reserve required by law. Such allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's subscribed share capital.

Subject to the following, the single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend pro rata to their shareholding in the Company.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, (i) the single shareholder or the general meeting of shareholders or, as the case may be, (ii) the sole manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of statement of accounts prepared by the sole manager or the Board of Managers showing

that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last financial year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by the Laws.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in these Articles of Association, unless otherwise provided by Laws.

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Applicable. Law Reference is made to the provisions of the Laws, and in particular the Companies Act, for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.”

(8) Acknowledgement of the resignation of some of the current managers of the Company with effect from the date hereof;

(9) Appointment of one new manager with effect from the date hereof and for an undetermined period.

(10) Miscellaneous

The Shareholders, represented as stated above, then, asked the undersigned notary to record their resolutions as follows:

First resolution

The Shareholders resolved to change the object clause of the Company so as to read it as follows:

“The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

In addition, the Company may acquire, hold, administrate, manage, enhance and dispose of real estate (in particular land and buildings as well as rights related to real property such as leasehold and part-ownership rights) located in Luxembourg or abroad and may hold, administrate, manage and dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities the object of which is, according to their articles, (i) to acquire, hold, administrate, manage and dispose of the real estate and/or (ii) to acquire, hold, administrate, manage and dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign real estate companies.

In a general fashion, the Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities, real estate and intellectual property rights of whatever origin and to realise them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and/or grant security in favor of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial and financial operations, which are directly or indirectly connected with, or may favor the development of, its corporate purpose.”

which new object clause will be reflected in article 2 of the Restated Articles in accordance with the seventh resolution below.

Second resolution

The Shareholders resolved to cancel the classification of the existing shares of the Company into class A, class B and class C shares and to convert these into “ordinary shares”.

The ordinary shares are held as follows:

- LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.	782 shares
- KUCERA Beteiligungen HOLDING GMBH	<u>42 shares</u>
Total:	<u>824 shares</u>

Third resolution

The Shareholders resolved to change the currency of the issued share capital of the Company from GBP (British pound sterling) to EUR (euro), to amend the nominal value per share from GBP 25.- to EUR 25.-, and to convert the current issued share capital of GBP 20,600.- (twenty thousand six hundred British pound sterling) to EUR 28,800.- (twenty-eight thousand eight hundred euro) by applying the GBP/EUR exchange rate prevailing in the website of the European Central Bank at a rate of GBP 1.- (one British pound sterling) amounting to EUR 1.4146 (one euro four thousand one hundred forty-six cents), reflecting the applicable exchange rate as at 24 July 2015 so that the issued share capital is fixed at EUR 28,800.- (twenty eight thousand eight hundred euro) represented by 1,152 (one thousand one hundred fifty-two) ordinary shares of a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euro) each; and to allocate the balance of the existing capital consisting to EUR 340.76 (three hundred forty euro and seventy-six cents) to the freely distributable share premium account.

As a result of the above resolved conversion, the share capital clause shall be amended accordingly and reflected in article 6 of the Restated Articles in accordance with the seventh resolution below.

As a consequence, the Shareholders resolved that the current share capital of the Company is held as follows:

- 1,093 ordinary shares, with a nominal value of EUR 25.- each are held by LSREF2 Taunus Investments S.à r.l. (formerly known as LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.), which represents 94.9% of the share capital of the Company; and
- 59 ordinary shares, with a nominal value of EUR 25.- each are held by Kucera Beteiligungen Holding GmbH, which represents 5.1% of the share capital of the Company

Fourth resolution

The Shareholders resolved to cancel the class A, class B and C of managers by providing for the possibility (and not the obligation) for the meeting of the shareholders of the Company to appoint different classes of managers, namely class A and class B manager(s) which will compose the board of managers of the Company (the Board).

As a consequence of the above, the Shareholders resolved to change the binding power of the Company by providing for a joint signature of one class A manager and one class B manager whenever the Company will have appointed A and B classes of managers.

The Shareholders further resolved to amend the corporate governance rules of the Company and to reflect the above changes in the Restated Articles in accordance with the seventh resolution below.

Fifth resolution

The Shareholders resolved to change the modalities and majority requirements set forth for the collective decisions to be adopted by the shareholders which shall be reflected throughout the Restated Articles in accordance with the seventh resolution below.

Sixth resolution

The Shareholders resolved to amend the financial year of the Company to commence on 1 January of each year and to end on 31 December of the same year with the exception of the current financial year which has started on 1 June 2015 and which shall end on 31 December 2015.

As a result of the above, the new financial year clause shall be reflected in the Restated Articles in accordance with the seventh resolution below.

Seventh resolution

The Shareholders resolved to amend and restate the Articles in their entirety to reflect, amongst others, the above resolutions, and in particular but not limited to, the change of the object clause, the change and the conversion of the share capital, the suppression of mandatory classes of managers, the change of corporate governance rules, the change of the modalities and majorities required for collective decisions, the change of financial year of the Company, so that these Articles shall now read as the Restated Articles set forth in item 7 of the agenda of the meeting.

Eighth resolution

The Shareholders acknowledged the resignation of the following current managers of the Company effective as of the date hereof, namely:

- Champel Directors Limited, as class B manager;
- Jean-Pascal Caruso, as class C manager;
- David John Morgan as class A manager;
- Michael Frank Gordon Crowe, as class A manager; and
- Rodney Simon Hodges, as class B manager.

The Shareholders resolved to reclassify with effect from the date hereof Mr Alain Heinz (currently appointed as class C manager) as class B manager

The Shareholders also resolved to appoint with effect from the date hereof and for an undetermined period:

- Mr Philippe Detournay, as class A manager, born on 9 April 1966 in Hal (Belgium), and residing professionally at Atrium Business Park-Vitrum, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

Consequently, the board of managers will be composed of one class A manager and one class B manager.

For the avoidance of doubt, given that one class A manager and one class B manager have been appointed, the Company shall now be bound in all circumstances by the joint signature of the class A manager and the class B manager.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately one thousand eight hundred Euro (EUR 1.800.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholders of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the proxyholder of the appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties which are known by the undersigned notary by his surname, name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et unième jour du mois de juillet,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

(i) LSREF2 Taunus Investments S.à r.l. (anciennement LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 33, rue du Puits Romain L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 22.500 (vingt-deux mille cinq cents euros) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 192487, et

(ii) KUCERA Beteiligungen HOLDING GMBH, une Gesellschaft mit beschränkter Haftung de droit allemand, ayant son siège social à 4, Europaplatz, D - 64293 Darmstadt, Allemagne, enregistrée auprès du registre des sociétés du tribunal de Darmstadt sous le numéro HRB 87991

étant ensemble les Associés, ici représentés par Madame Isabel DIAS, employée de l'Etude de Maître Martine Schaeffer, de résidence professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu de deux procurations données le 27 et le 30 juillet 2015,

lesdites procurations, après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être déposées avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Les associés, représentés comme mentionné ci-avant, en leur qualité, ont demandé au notaire soussigné d'acter qu'ils représentent la totalité du capital social de Taunus Holdings Limited, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de GBP 20.600,- (vingt mille six cents livres sterling) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (le RCS) sous le numéro B 111153, et constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, le 30 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 215 le 31 janvier 2006 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés la dernière fois suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 24 février 2006, publié au Mémorial numéro 1089 le 3 juin 2006.

Les parties comparantes, par l'intermédiaire de leur mandataire, ont déclaré et requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

A. La totalité du capital social émis, représentée par 412 (quatre cent douze) parts de classe A, 206 (deux cent six) parts de classe B et 206 (deux cent six) parts de classe C d'une valeur nominale de GBP 25,- (vingt-cinq livres sterling) chacune, est détenue par les Associés.

B. Les Associés sont représentés en vertu de procurations de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société soient représentées à cette assemblée générale extraordinaire des associés, de sorte que les décisions puissent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.

C. L'ordre du jour est le suivant:

(1) Modification de l'objet social de la Société à refléter dans les Statuts qui seront refondus conformément au point 7 du présent ordre du jour.

(2) Annulation de la répartition des parts existantes de la Société en parts de classe A, de classe B et de classe C et conversion de celles-ci en parts ordinaires.

(3) Conversion de la devise du capital social émis par la Société de GBP (livres sterling) en EUR (euro), modification de la valeur nominale par part, conversion du capital social émis existant de GBP 20.600,- (vingt mille six cents livres

sterling) à EUR 28.800,- (vingt-huit mille huit cents euros) en application du taux de change GBP/EUR du site Internet de la Banque Centrale Européenne au taux de GBP 1 (une livre sterling) égal à EUR 1,4146 (un euro quatre-mille cent quarante-six centimes), reflétant le taux de change applicable le 24 juillet 2015 de manière à ce que le capital social émis soit fixé à EUR 28.800,- (vingt-huit mille huit cents euros) représenté par 1.152 (mille cent cinquante-deux) parts ordinaires d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune; affectation du solde du capital existant au compte des primes d'émission librement distribuables, et modification ultérieure de la clause du capital souscrit des Statuts qui seront refondus conformément au point 7 du présent ordre du jour.

(4) Annulation des classes A, B et C de gérants de la Société en prévoyant la possibilité (et non l'obligation) pour l'assemblée des associés de désigner un/des gérant(s) de classe A et de classe B et changement du pouvoir d'engagement de la Société en prévoyant une signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B chaque fois que la Société aura désigné des classes A et des classes B de gérants, et changement corrélatif des règles de gouvernance de la Société dans les Statuts qui seront refondus conformément au point 7 du présent ordre du jour.

(5) Changement des modalités et des exigences de quorum et de majorité fixées pour les décisions collectives qui seront adoptées par les associés à refléter dans les Statuts qui seront refondus conformément au point 7 du présent ordre du jour.

(6) Modification de l'exercice social de la Société qui commencera le 1^{er} janvier de chaque année et s'achèvera le 31 décembre de la même année, et changement corrélatif de la clause d'exercice social des Statuts qui seront refondus conformément au point 7 du présent ordre du jour.

(7) Modification et refonte des Statuts dans leur intégralité pour refléter notamment les résolutions ci-dessus, et en particulier, mais sans s'y limiter, la modification de l'objet social, la modification et la conversion du capital social, la suppression des classes obligatoires de gérants, la modification des règles de gouvernance de la Société, le changement des modalités et les exigences de quorum et de majorité pour les décisions collectives, la modification de l'exercice social de la Société, afin que ces Statuts se lisent comme suit (les Statuts Refondus).

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après, la Société), qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives (les Lois), et notamment celle du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915), ainsi que les présents statuts (les Statuts)».

Art. 2. Objet. La société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et/ou le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

En outre, la Société peut acquérir, détenir, administrer, gérer, mettre en valeur et transférer de biens immobiliers (en particulier des terrains et bâtiments ainsi que des droits liés à la propriété immobilière tels que les baux et les démembrements du droit de propriété) situés au Luxembourg ou à l'étranger et peut détenir, administrer, gérer et transférer des intérêts et des participations dans des entités luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet est, d'après leurs statuts, (i) d'acquérir, détenir, administrer, gérer et transférer des biens immobiliers e/ou (ii) d'acquérir, détenir, administrer, gérer et transférer des intérêts et participations dans des sociétés immobilières luxembourgeoises ou étrangères.

D'une manière générale, la Société peut, par quelque moyen que ce soit, utiliser ses fonds pour constituer, gérer, développer et/ou transférer ses portefeuilles d'actifs tels qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou transférer toute sorte de propriétés, corporelles et incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la constitution, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises et étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, posséder, gérer, développer et/ou transférer tout portefeuille de titres, de droits immobiliers et des droits de propriété intellectuelle quelle que soit l'origine et de les réaliser par la vente, le transfert, la cession, l'échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de titres obligataires et de certificats de créance ou de titres de créance ou de participation de quelque nature que ce soit.

La Société peut prêter des fonds, y compris et ce, sans limitation, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut consentir des garanties et/ou accorder des sûretés au profit de tierces parties afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées et toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous quelque forme que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

Enfin, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, y compris et ce, sans limitation, commerciale, industrielle et financière, liée directement ou indirectement à son objet social ou susceptible de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Dénomination. La Société est dénommée «Taunus Holdings Limited».

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Le siège social peut être transféré dans la Ville de Luxembourg par une résolution du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital souscrit. Le capital social de la Société est fixé à EUR 28.800,- (vingt-huit mille huit cents euros) représenté par 1.152 (mille cent cinquante-deux) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales sont identiques, sauf disposition contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sera transférée toute prime d'émission payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale (la Prime d'Émission). La Prime d'Émission peut être utilisée (i) pour procéder au paiement de toutes les parts que la Société peut racheter à des détenteur(s) de parts qui a/ont payé la Prime d'Émission au pro rata de s(a/es)/leur(s) contribution(s) respective(s), (ii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées, (iii) pour distribuer des dividendes aux détenteur(s) de parts qui a/ont payé la Prime d'Émission au pro rata de s(a/es)/leur(s) contribution(s) respective(s) sous quelque forme que ce soit, notamment des versements de dividendes ou remboursement ou (iv) pour affecter des fonds à la réserve légale.

Tout apport en numéraire ou en nature fait sous forme d'apport en capital sans l'émission de nouvelles parts sociales sera inscrit à un compte de contribution au capital non rémunéré par des titres (Contribution au Capital) suivant une résolution de l'assemblée générale de(s) l'associé(s). La Contribution au Capital sera uniquement disponible (i) pour des distributions, que ce soit sous forme de dividendes, de rachat de parts sociales, de remboursement ou autrement, au(x) détenteur(s) de parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au pro rata de sa/leur(s) contribution(s) respective(s), (ii) pour être incorporé au capital social pour émettre des parts sociales au(x) détenteur(s) de parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au pro rata de sa/leur(s) contribution(s) respective(s), (iii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées ou (iv) pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit à tout moment par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité fixées par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi de 1915 pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre de parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

En ce qui concerne la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, puisque l'on n'admet qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis doivent désigner une personne unique comme leur représentant auprès de la Société.

Le transfert des parts sociales de la Société inter vivos à des tiers doit être autorisé conformément à l'article 189 de la Loi de 1915. Une telle autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts entre associés de la Société.

Art. 9. Incapacité, faillite ou insolvabilité d'un associé. Le décès, la suspension des droits civils, l'insolvabilité ou la faillite de l'associé unique ou, le cas échéant, d'un des associés, n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Art. 10. Conseil de gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé(s). Le ou les gérant(s) sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée par des associés détenant plus de la moitié du capital social, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir un/des gérant(s) de classe A et un/des gérant(s) de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et le(s) gérant(s) doit/doivent être identifié(s) en fonction de la classe à laquelle il(s) appartient/appartiennent.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant unique ou, le cas échéant, n'importe lequel des membres du Conseil de Gérance.

À l'égard des tiers, le ou les gérant(s) dispose(nt) des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à l'objet de la Société et ce sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la société. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un des gérants, étant toutefois entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir un/des gérant(s) de classe A et un/des gérant(s) de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 12. Délégation de pouvoirs. L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (étant entendu que dans le cas de classes de gérants, celui-ci devra inclure un gérant de classe A et un gérant de classe B (y compris par voie de représentation)), peut déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation ainsi que toute autre condition pertinente de son mandat.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Toute réunion du Conseil de Gérance se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou en tout autre lieu au Luxembourg que le Conseil de Gérance peut déterminer de temps à autre.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance doit être remise, par écrit, par fax ou par e-mail, à tous les gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés au Conseil de Gérance et s'ils déclarent avoir été informés préalablement de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour toute réunion du Conseil de Gérance devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil de Gérance.

Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, par fax ou par e-mail, un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également émettre leur vote par téléphone, moyennant une confirmation écrite. Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des membres est présente ou représentée au Conseil de Gérance.

Les décisions du Conseil de Gérance sont valablement prises à la majorité des voix des gérants de la Société présents ou représentés, étant entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir un/des gérant(s) de classe A et un/des gérant(s) de classe B), une telle majorité devra comprendre au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B (y compris par voie de représentation).

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par écrit. Ces résolutions seront régulières et valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Ces décisions consistent en un ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance sans exception, avec une majorité signée au Luxembourg. La date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Responsabilités. Le ou les gérant(s) (le cas échéant) ne contracte(nt), en raison de leur fonction, aucune responsabilité personnelle en relation avec tout engagement qu'il(s) a (ont) pris valablement au nom de la Société.

Art. 15. Assemblée générale des associés. Si la Société est composée d'un associé unique, ce dernier dispose de tous les pouvoirs que la loi attribue à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Un associé peut agir à toute assemblée des associés en nommant par écrit, par fax ou par e-mail en qualité de mandataire une autre personne qui n'a pas besoin d'être associé.

Les résolutions qui ont pour objet la modification des Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Si la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions de l'assemblée générale des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par le gérant unique aux associés.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Approbation des comptes annuels. A la fin de l'exercice social, au 31 décembre de chaque année, les comptes sont arrêtés et dressés conformément aux Lois par le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, qui, entre autres, prépare un inventaire comprenant une indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé peut examiner l'inventaire mentionné ci-dessus et le bilan au siège social de la Société.

Les comptes annuels sont soumis pour approbation à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Approbation des bénéfices. Les profits bruts de la Société tel qu'ils figurent aux comptes annuels, après déduction des frais généraux, des amortissements et des charges, représentent le bénéfice net. Sur les bénéfices nets annuels sont prélevés cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sous réserve de ce qui suit, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Il/Elle peut décider d'imputer tout ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à l'exercice social suivant ou de le distribuer à l'associé/aux associés en tant que dividende au pro rata de leur détention de parts de la Société.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, (i) l'associé unique ou l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, (ii) le gérant unique ou le Conseil de Gérance peut décider de verser des dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant unique ou le Conseil de Gérance démontrant que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués, étant entendu que le montant à distribuer ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmentés des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables mais déduction faite des pertes reportées à nouveau et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu des Lois.

Art. 19. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés votant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles fixées par ces Statuts, sauf disposition contraire des Lois.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou de plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou le cas échéant par l'assemblée générale des associés qui fixera ses/leurs pouvoirs et ses/leurs émoluments.

Art. 20. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions des Lois et en particulier la Loi de 1915.

- (8) La prise d'acte de la démission de certains des gérants actuels de la Société à compter de ce jour;
- (9) La désignation d'un nouveau gérant de la Société à compter de ce jour et pour une durée indéterminée.
- (10) Divers

Les Associés, représentés comme mentionné ci-avant, ont alors requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de modifier l'objet social de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et/ou le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

En outre, la Société peut acquérir, détenir, administrer, gérer, mettre en valeur et transférer de biens immobiliers (en particulier des terrains et bâtiments ainsi que des droits liés à la propriété immobilière tels que les baux et les démembrements du droit de propriété) situés au Luxembourg ou à l'étranger et peut détenir, administrer, gérer et transférer des intérêts et des participations dans des entités luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet est, d'après leurs statuts, (i) d'acquérir, détenir, administrer, gérer et transférer des biens immobiliers e/ou (ii) d'acquérir, détenir, administrer, gérer et transférer des intérêts et participations dans des sociétés immobilières luxembourgeoises ou étrangères.

D'une manière générale, la Société peut, par quelque moyen que ce soit, utiliser ses fonds pour constituer, gérer, développer et/ou transférer ses portefeuilles d'actifs tels qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou transférer toute sorte de propriétés, corporelles et incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la constitution, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises et étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, posséder, gérer, développer et/ou transférer tout portefeuille de titres, de droits immobiliers et des droits de propriété intellectuelle quelle que soit l'origine et de les réaliser par la vente, le transfert, la cession, l'échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de titres obligataires et de certificats de créance ou de titres de créance ou de participation de quelque nature que ce soit.

La Société peut prêter des fonds, y compris et ce, sans limitation, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut consentir des garanties et/ou accorder des sûretés au profit de tierces parties afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées et toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous quelque forme que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

Enfin, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, y compris et ce, sans limitation, commerciale, industrielle et financière, liée directement ou indirectement à son objet social ou susceptible de favoriser son développement.»

Cette nouvelle clause d'objet social sera reflétée à l'article 2 des Statuts Refondus conformément à la septième résolution ci-après.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'annuler la classification des parts existantes de la Société en parts de classe A, de classe B et de classe C et de les convertir en «parts ordinaires».

Les parts ordinaires sont dès lors détenues comme suit:

- LSREF2 Taunus Investments S à r.l.	782 parts ordinaires
- KUCERA Beteiligungen HOLDING GMBH	42 parts ordinaires
Total:	824 parts ordinaires

Troisième résolution

Les Associés décident de convertir la devise du capital social émis par la Société de GBP (livres sterling) en EUR (euro), de modifier la valeur nominale par part de GBP 25,- à EUR 25,-, de convertir le capital social émis existant de GBP 20.600,- (vingt mille six cents livres sterling) à EUR 28.800,- (vingt-huit mille huit cents euros) en application du taux de change GBP/EUR du site Internet de la Banque Centrale Européenne au taux de GBP 1 (une livre sterling) égal à EUR 1,4146 (un euro et quatre mille cent quarante-six centimes), reflétant le taux de change applicable le 24 juin 2015 de manière à ce que le capital social émis soit fixé à EUR 28.800,- (vingt-huit mille huit cents euros) représenté par 1.152 (mille cent cinquante-deux) parts ordinaires d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune; et d'affecter le solde du capital existant constitué de EUR 340,76 (trois cent quarante euros et soixante-seize centimes) au compte des primes d'émission librement distribuables.

Il résulte de la conversion décidée ci-avant que la clause de capital souscrit sera modifiée et reflétée à l'article 6 des Statuts Refondus conformément à la septième résolution ci-après.

En conséquence, les Associés décident que le capital social existant de la Société est détenu comme suit:

- 1.093 parts ordinaires, d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune sont détenues par LSREF2 Taunus Investments S à r.l. (anciennement LSF8 Lux Investments VI S à r.l.), représentant 94,9% du capital social de la Société; et
- 59 parts ordinaires, d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune sont détenues par Kucera Beteiligungen Holding GmbH, représentant 5,1% du capital social de la Société

Quatrième résolution

Les Associés décident d'annuler les classes A, B et C de gérants en prévoyant la possibilité (et non l'obligation) pour l'assemblée des associés de désigner différentes classes de gérants, à savoir un/des gérant(s) de classe A et de classe B qui formeront le conseil de gérance de la Société (le Conseil).

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident de changer le pouvoir d'engagement de la Société en prévoyant une signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B chaque fois que la Société aura désigné des classes A et des classes B de gérants.

Les Associés décident également de modifier les règles de gouvernance et de refléter les changements mentionnés ci-dessus dans les Statuts Refondus conformément à la septième résolution ci-dessous.

Cinquième résolution

Les Associés décident de changer les modalités et les exigences de quorum et de majorité fixées pour les décisions collectives qui seront adoptées par les associés lesquelles sont reflétées dans les Statuts qui seront refondus conformément à la septième résolution ci-dessous.

Sixième résolution

Les Associés décident de modifier l'exercice social de la Société qui commencera le 1^{er} janvier de chaque année et s'achèvera le 31 décembre de la même année, à l'exception de l'exercice social actuel qui a commencé le 1^{er} juin 2015 et s'achèvera le 31 décembre 2015.

Il résulte de ce qui précède que la nouvelle clause de l'exercice social est reflétée dans les Statuts Refondus conformément à la septième résolution ci-dessous.

Septième résolution

Les Associés décident de modifier et de refondre les Statuts dans leur intégralité pour refléter notamment les résolutions ci-dessus, et en particulier mais sans s'y limiter la modification de l'objet social, la modification et la conversion du capital social, la suppression des classes obligatoires de gérants, la modification des règles de gouvernance de la Société, le changement des modalités et les exigences de quorum et de majorité pour les décisions collectives, la modification de

l'exercice social de la Société, afin que ces Statuts se lisent désormais tels que les Statuts Refondus comme définis au point 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée.

Huitième résolution

Les Associés prennent acte de la démission des gérants actuels suivants de la Société à compter de ce jour, à savoir:

- Champel Directors Limited, comme gérant de classe B;
- Jean-Pascal Caruso, comme gérant de classe C;
- David John Morgan, comme gérant de classe A;
- Michael Frank Gordon Crowe, comme gérant de classe A;
- Rodney Simon Hodges, comme gérant de classe B;

Les Associés décident de reclassifier à compter de ce jour M Alain Heinz (actuellement désigné comme gérant de classe C) comme gérant de classe B.

Les Associés désignent à compter de ce jour et pour une durée indéterminée:

- M Philippe Detournay, comme gérant de classe A, né le 9 avril 1966 à Hal (Belgium), de résidence professionnelle à Atrium Business Park-Vitrum, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg

En conséquence, le conseil de gérance est composé d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Pour éviter toute ambiguïté, étant donné qu'un gérant de classe A et un gérant de classe B ont été désignés, la Société est maintenant engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant de classe A et du gérant de classe B.

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est 29 responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à mille huit cents Euros (EUR 1.800.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête des mandataires des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes mandataires des parties comparantes, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé en date des présentes, au Grand-Duché de Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire, qui est connu par le notaire soussigné par son prénom, nom, statut civil et résidence, a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 août 2015. Relation: 2LAC/2015/17758. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 août 2015.

Référence de publication: 2015137808/706.

(150148986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

RBK Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, boulevard J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 199.217.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of July,

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Fifteen Jade S.A., a Luxembourg public company limited by shares (société anonyme), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 198.746 (the Sole Shareholder);

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, professionally in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “RBK Global S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. In the framework of its activity, the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

3.5. The Company may also enter into merchant services agreements and other related electronic payment processing agreements with third parties, in its own name and/or as an agent on the affiliated or non-affiliated entities behalf.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) In case of urgency only, circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by any manager, acting individually, under its/his/her sole signature.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated in accordance with the provisions of article 8.1 (ii) above.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions if there are no more than twenty-five (25) shareholders (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

17.1. The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

17.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

17.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

17.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Statutory auditor (commissaire) and independent auditor (réviseur d'entreprise agréé).

14.1. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs to be audited by a statutory auditor (commissaire) only if it has more than twentyfive (25) shareholders. An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) shall be appointed whenever the exemption provided by article 69(2) of the law of December 19, 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended, does not apply.

14.2. The shareholders appoint the statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be declared and distributed by the Board, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2015.

Subscription and payment

Fifteen Jade S.A. represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by way of a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, Fifteen Jade S.A., being the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers (gérants) of the Company for an indefinite period:

- Nick Lindsay, manager, born in Wandsworth, United Kingdom, on October 10, 1981, residing professionally at 27 Old Gloucester Street, London WC1N 3AX.; and

- Tony Whiteman, manager, born in Hamilton, United Kingdom, on May 24, 1969, residing at 14 rue Jean Mercatoris, L-7237 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 37A, Boulevard J-F Kennedy, L- 1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Junglinster, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit juillet,

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Fifteen Jade S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, dont le capital social s'élève à EUR 31,000.-, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 198.746 (l'Associé Unique);

ici représenté par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "RBK Global S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. Dans le cadre de son activité, la Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

3.5. La Société peut également conclure des contrats de services marchands et d'autres contrats connexes de traitement de paiement électronique avec des tiers, en son propre nom et / ou comme agent pour le compte d'entités affiliées ou non - affiliés.

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12,500.-), représenté par douze mille cinq cents (12,500) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un (1) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

Un transfert de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de Gérance. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Les pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par décision du Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions qui sont tenues dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication initié à partir de Luxembourg permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier,

de s'entendre et de se parler. La participation par ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) En cas d'urgence seulement, les résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par tout gérant, agissant individuellement, sous sa seule signature.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués en conformité avec les dispositions de l'article 8.1 (ii) ci-dessus.

Art. 9. Gérant Unique.

9.1. Si la Société est administrée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à ce gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) si le nombre d'associés de la Société est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont exposées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure indiqués dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est de un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultat, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

13.4. Le bilan et le compte de résultat sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaire et réviseur d'entreprises agréés.

14.1. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit être auditée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de vingt-cinq (25) associés. Un auditeur indépendant (réviseur d'entreprises agréé) est nommé à chaque fois que l'exonération prévue par l'article 69 (2) de la loi du 19 Décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, tel que modifiée, ne s'applique pas.

14.2. Les associés nomment les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, le transférer à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés, adoptée avec le consentement d'une majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un (1) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2015.

Souscriptions et libérations

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12,500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euro (EUR 12,500).

Le montant total de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est à la disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ mille trois cent euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Nick Lindsay, gérant, né à Wandsworth, Royaume-Uni, le 10 octobre 1981, ayant sa résidence professionnelle au 27 Old Gloucester Street, London WC1N 3AX.; et

- Tony Whiteman, gérant, né à Hamilton, Royaume-Uni, le 24 mai 1969, ayant sa résidence au 14 rue Jean Mercatoris, L-7237 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 37A, Boulevard J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 31 juillet 2015. Relation GAC/2015/6638. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015137717/487.

(150149033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

OIRP Investment 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.692.320,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 157.146.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 13 juillet 2015

En vertu du contrat de cession de parts daté du 13 juillet 2015, prenant effet le 14 août 2015, Orion Income Master Luxembourg S.à r.l. a transféré la totalité de ses parts sociales ordinaires de la manière suivante:

- 2.846.160 parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1 EUR chacune, à la société Soprano Retail 1 S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B 195.037 et dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- 2.846.160 parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1 EUR chacune, à la société Soprano Retail 2 S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B 195.067 et dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015140350/23.

(150152228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Radium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.205.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of July.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.188,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Radium Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Radium Investment S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and sidestream), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.188,

hier vertreten durch Frau Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) Radium Investment S.à r.l. wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Radium Investment S.à r.l.“ (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream und sidestream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und

Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 août 2015. Relation: 1LAC/2015/24619. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. August 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015137701/453.

(150148861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Burndy International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.502.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.690.

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of August.

Before Maître Jacques Kessler, notary established in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hubbell Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered address at 16, avenue Pasteur Luxembourg, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 101.234 (the “Sole Shareholder”), represented here by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the "Sole Shareholder");

Such proxy having been signed “ne varietur” by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Burndy International Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 154.690 (the “Company”), incorporated by a notarial deed enacted by Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 9 July 2010, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the “Mémorial C”) dated on 16 September 2010 number 1919.

The articles of association of the Company have been lastly amended by a notarial deed enacted by the undersigned notary, on this day, not yet published in the Mémorial C.

II.- That the 15,402 (fifteen thousand four hundred two) shares having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 15,402,000 (fifteen million four hundred two thousand United States Dollars) to USD 15,502,000 (fifteen million five hundred two thousand United States Dollars) by the issuance of 100 (one hundred) new shares with a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars), subject to the payment of a global share premium in an amount of USD 25,799,999.14 (twenty-five million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and fourteen Cents), of which USD 10,000 (ten thousand United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind;
3. Subscription and payment by Hubbell Luxembourg S.à r.l. of the 100 (one hundred) new shares by way of a contribution in kind;
4. New composition of the shareholding of the Company;
5. Amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 15,402,000 (fifteen million four hundred two thousand United States Dollars) to USD 15,502,000 (fifteen million five hundred two thousand United States Dollars) by the issuance of 100 (one hundred) new shares with a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollar) each (the "New Shares"), to be fully paid up through a contribution in kind as described below (the "Contribution"), subject to the payment of a global share premium amounting to 25,799,999.14 (twenty-five million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and fourteen Cents) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), out of which USD 10,000 (ten thousand United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve.

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution as described below.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal who declares to subscribe to the New Shares. The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares and the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution as described below.

Description of the Contribution

The Contribution made by the Sole Shareholder, in exchange of the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of the quota it holds in Bel Manufacturera S. de R.L. de C.V., a public limited liability company with variable share capital organized and existing under the laws of Mexico, having its registered office at, Ciudad Juarez, State of Chihuahua, Mexico, registered with the Public Registry of Commerce for the Bravos District, State of Chihuahua, Mexico under mercantile electronic entry number 7412*3, representing 99,999997% of its total outstanding shares (the "Contribution").

Valuation

The Contribution is valued at USD 25,899,999.14 (twenty-five million eight hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and fourteen Cents).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated August 05th, 2015 and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

The value of the Contribution may be subject to a possible adjustment. In such case, the Share Premium shall be adjusted accordingly, by virtue of a shareholders' meeting to be held before a Luxembourg notary or through written resolutions of the shareholders of the Company to be taken under private seal.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the existence of the Contribution has been given to Company.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

a) Mr. Livio Gambardella, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, category A manager;

b) Mrs. Inna Hörner, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, category A manager;

c) Mrs. Megan C. Preneta, residing professionally at 40, Waterview Drive, Shelton, CT 06484, United States of America; category B manager; and

d) Mr. Wayne A. Cable, residing professionally at 40 Waterview Drive, Shelton, CT 06484, United States of America, category B manager.

all represented here by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:
- Hubbell Luxembourg S.à r.l.: 15,502 (fifteen thousand five hundred two) shares.

The notary acts that the 15,502 (fifteen thousand five hundred two) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is unanimously resolved to amend paragraph 1 of article 8 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The capital is set at USD 15,502,000 (fifteen million five hundred two thousand United States Dollars) represented by 15,502 (fifteen thousand five hundred two) shares with a nominal value of USD 1,000.-(one thousand United States Dollars) each.

...”

No other amendment is to be made to this article.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le cinquième jour d'août.

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire établi à Pétange, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Hubbell Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée et existante selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social sis au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.234 (l'«Associé Unique»), ici représenté par Mme Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Ladite procuration ayant été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Burndy International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.690 (la «Société»), constituée suivant acte notarié dressé par Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, le 9 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») daté du 16 septembre 2010 numéro 1919.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte dressé par le notaire soussigné, ce jour, pas encore publié au Mémorial C.

II.- Que les 15.402 (quinze mille quatre cent deux) parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars américains) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 100.000 USD (cent mille Dollars américains) afin de porter de son montant actuel de 15.402.000 USD (quinze millions quatre cent deux mille Dollars américains) à 15.502.000 USD (quinze millions cinq cent deux mille Dollars américains) par l'émission de 100 (cent) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars américains), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 25.799.999,14 USD (vingt-cinq millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf

Dollars américains et quatorze Cents), duquel 10.000 USD (dix mille Dollars américains) seront alloués à la réserve légale, le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature;

3. Souscription et paiement par Hubbell Luxembourg S.à r.l. des 100 (cent) nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société; et

6. Divers.»

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes sont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 100.000 USD (cent mille Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 15.402.000 USD (quinze millions quatre cent deux mille Dollars américains) à 15.502.000 USD (quinze millions cinq cent deux mille Dollars américains) par l'émission de 100 (cent) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars américains) chacune (les «Nouvelles Parts»), devant être intégralement libérées au moyen d'un apport en nature tel que décrit ci-dessous (l'«Apport»), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 25.799.999,14 USD (vingt-cinq millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars et quatorze Cents) (la «Prime d'Emission»), duquel 10.000 USD (dix mille Dollars américains) seront alloués à la réserve légale.

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts et de la Prime d'Emission au moyen de l'Apport tel que décrit ci-dessous.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient alors l'Associé Unique, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare souscrire aux Nouvelles Parts. L'émission des Nouvelles Parts est également soumise au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts et la Prime d'Emission ont été intégralement libérées par l'Associé Unique au moyen de l'Apport tel que décrit ci-dessous.

Description de l'Apport

L'Apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts et du paiement de la Prime d'Emission, est composé d'un quota qu'il détient dans Bel Manufacturera S. de R.L. de C.V., une société anonyme avec capital variable organisée et existante selon les lois du Mexique, ayant son siège social sis à Ciudad Juarez, Etat du Chihuahua, Mexique, enregistré auprès du Public Registry of Commerce of the Bravos District, Etat du Chihuahua, Mexique sous le numéro d'entrée électronique mercantile 7412*3, représentant 99,999997% de ses parts émises (l'«Apport»).

Evaluation

L'Apport est évalué à 25.899.999,14 USD (vingt-cinq millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars américains et quatorze Cents).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société suivant une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 05 août 2015 et qui restera annexée à cet acte afin d'être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La valeur de l'Apport peut être soumise à un possible ajustement. Dans un tel cas, la Prime d'Emission devra être ajustée en conséquence, en vertu d'une assemblée des associés devant se tenir devant un notaire luxembourgeois ou au moyen de résolutions écrites des associés de la Société devant être prises sous seing privé.

Preuve de l'existence de l'Apport

Une preuve de l'existence de l'Apport a été donnée à la Société.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

a) M. Livio Gambardella, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie A;

b) Mme Inna Hörner, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie A;

c) Mme Megan C. Preneta, résidant professionnellement au 40, Waterview Drive, Shelton, CT 06484, Etats-Unis d'Amérique, gérant de catégorie B; et

b) M. Wayne Cable, résidant professionnellement au 40, Waterview Drive, 06484 Shelton, CT, Etats-Unis d'Amérique, gérant de catégorie B.

tous représentés par Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, précité, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration de valeur de l'apport mentionnée ci-dessus.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, acceptent expressément la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionnariat de la Société se compose désormais comme suit:

- Hubbell Luxembourg S.à r.l.: 15.502 (quinze mille cinq cent deux) parts sociales.

Le notaire acte que les 15.502 (quinze mille cinq cent deux) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été intégralement effectué, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à 15.502.000 USD (quinze millions cinq cent deux mille Dollars américains) divisé en 15.502 (quinze mille cinq cent deux) parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars américains) chacune.

[...]»

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour fixé au début de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 août 2015. Relation: EAC/2015/18563. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015137976/239.

(150150274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Aries GNH Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 198.922.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty first of July.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Mr Jeremy ROBSON, company director, residing at 6, Nevill Park, Tunbridge, UK-KENT TN4 8NW, United Kingdom, here represented by Mr. Max Mayer, private employee, professionally residing in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as here-above mentioned, have requested the undersigned notary to state the following:

A) That the private limited liability company governed by the laws of Luxembourg "Aries GNH Parent S.à r.l." (the "Company"), established and having its registered office in L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades, in process of registration with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, has been incorporated pursuant to a deed of Me

Danielle KOLBACH, notary residing in Redange/Attert, on the 23rd July 2015, in process of being published in the Mémorial C.

B) That the appearing is currently the sole shareholder of the Company and that he confirmed to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the Company's share capital by an amount of four hundred and seventy five thousand Pound Sterlings (475,000.- GBP) so as to raise it from its present amount of ten thousand Pound Sterlings (10,000.- GBP) to four hundred and eighty five thousand Pound Sterlings (485,000.- GBP)

2. To issue four hundred and seventy five thousand (475,000) new shares so as to raise the total number of shares to four hundred and eighty five thousand (485,000) shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

3. To accept the subscription of four hundred and seventy five thousand (475,000) shares of the Company with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each by the Sole Shareholder by a contribution in kind of four hundred and seventy five thousand (475 000) A shares of the company governed by the laws of Luxembourg "Aries Gnh Holdings S.à r.l.", established and having its registered office at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, at the value of one Pound Sterling (GBP 1,-) per share.

4. To amend article 6 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under the preceding items 1. and 2.

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder hereby requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred and seventy five thousand Pound Sterling (475,000.-GBP) so as to raise it from its present amount of ten thousand Pound Sterling (10,000.- GBP) to four hundred and eighty five thousand Pound Sterling (485,000.- GBP).

Second resolution

The meeting resolves to issue four hundred and seventy five thousand (475'000) new shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1,-) each, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of these resolutions.

Intervention - Subscription - Payment

The meeting states that these new shares are subscribed as follows:

- Mr Jeremy ROBSON, prenamed and represented as here-above mentioned declares to subscribe to all the four hundred and seventy five thousand (475'000) new shares of the Company with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1,-) each, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of these resolutions;

and that full payment for such new shares is made by the following contributions in kind:

* four hundred and seventy five thousand (475'000) A shares of the company governed by the laws of Luxembourg "Aries Gnh Holdings S.à r.l.", established and having its registered office at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, at the value of one Pound Sterling (GBP 1,-) per share

Effective implementation of the contribution

The aforesaid subscriber, prenamed and represented as stated here before, declare:

- that all the shares brought in are fully paid up;
- that he comply with any conditions and provision regarding the transferability of the contributed shares;
- that he is, in his quality as contributor, the sole owner of the shares brought in;
- that all formalities shall be carried out in order to formalise the transfer and to render it effective anywhere and towards any third party.

Third resolution

The meeting resolves to accept said subscriptions and payment and to allot four hundred and seventy five thousand (475'000) shares to the above mentioned subscriber.

Fourth resolution

The meeting resolves to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company which shall forthwith read as follows:

Art. 6. The Company's capital is set at four hundred and eighty five thousand Pounds Sterling (GBP 485.000,-), represented by four hundred and eighty five thousand (485.000) shares of a par value of one Pound Sterling (GBP 1,-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at EUR. 2,750.-

The total amount of the capital increase is estimated at EUR 690'873.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing persons, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un juillet.

Par-devant Nous Me Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

A COMPARU

Monsieur Jeremy ROBSON, administrateur de société, demeurant au 6 Nevill Park, Tunbridge, UK-KENT TN4 8NW, Royaume-Uni, représenté par Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

A) Que la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois "Aries GNH Parent S.à r.l." (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange/Attert, en date du 23 juillet 2015, en voie de publication du Mémorial C.

B) Que le comparant est l'unique associé actuel de la Société et que le comparant a reconnu être entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre cent soixante-quinze mille Livres Sterling (GBP 475.000,-), pour le porter de son montant actuel de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) à un montant de quatre cent quatre-vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 485.000,-).

2. Emission de quatre cent soixante-quinze mille (475.000) nouvelles parts sociales pour porter le nombre total des parts sociales à quatre cent quatre-vingt-cinq mille (485.000) avec une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date de cette assemblée générale extraordinaire.

3. Acceptation de la souscription de quatre cent soixante-quinze mille (475.000) parts sociales de la Société avec une valeur nominale de une livre Sterling (GBP 1) chacune par l'Associé Unique et paiement de ces parts sociales par un apport en nature consistant en quatre cent soixante-quinze mille (475 000) parts sociales de la société de droit luxembourgeois "Aries Gnh Holdings S.à r.l.", établie et ayant son siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, à la valeur de une Livre Sterling (1,- GBP) par part sociale

4. Modification de l'article 6 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points précédents 1. et 2.

5. Divers.

L'Associé Unique a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent soixante-quinze mille Livres Sterling (GBP 475.000,-) afin de le porter de son montant actuel de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) à quatre cent quatre-vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 485.000,-).

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'émettre quatre cent soixante-quinze mille (475'000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de une Livre Sterling (1,- GBP) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et participant aux bénéfices à partir du jour des présentes résolutions.

Intervention - Souscription - Payement

L'assemblée déclare que les nouvelles parts sociales sont souscrites comme suit:

- Monsieur Jeremy ROBSON, préqualifié et représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire à toutes les quatre cent soixante-quinze mille (475'000) nouvelles parts sociales de la Société avec une valeur nominale de une Livre Sterling (1,- GBP) chacune;

et que la libération de ces nouvelles parts sociales a lieu par l'apport en nature suivant:

* quatre cent soixante-quinze mille (475 000) parts sociales de la société de droit luxembourgeois "Aries Gnh Holdings S.à r.l.", établie et ayant son siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, à la valeur de une Livre Sterling (1,- GBP) par part sociale

Réalisation effective de l'apport

Le souscripteur prédit, pré-désigné et représenté comme dit ci-avant, déclare:

- que toutes les parts sociales apportées sont entièrement libérées;
- qu'il satisfait à toutes conditions et dispositions eu égard à la transférabilité des parts sociales apportées;
- qu'il est, en sa qualité d'apporteur, le seul propriétaire des parts sociales apportées;
- que toutes formalités seront réalisées aux fins de formaliser les transferts et de les rendre effectifs partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter lesdites souscriptions et libération et d'attribuer quatre cent soixante-quinze mille (475'000) parts sociales au souscripteur susmentionné.

Quatrième résolution

L'assemblée DECIDE de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui est remplacé par le texte qui suit:

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent quatre-vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 485.000,-), représenté par quatre cent quatre-vingt-cinq mille (485.000) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à 2.750,- EUR.

Le montant total de l'augmentation de capital est évalué à 690'873,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des comparants, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max Mayer, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 août 2015. Relation GAC/2015/6766. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015137918/167.

(150150506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

MSREF VI Spirit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.450.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marcus WOLSFELD.

Référence de publication: 2015140329/10.

(150152198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

MSRESS III Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 116.039.

Les comptes annuels au 30 Novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marcus WOLSFELD.

Référence de publication: 2015140330/10.

(150152197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Luxemburg Capital Value, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 161.590.

Der Verwaltungsrat hat am 17. August 2015 beschlossen, in Ansehung des Gesetzes vom 28. Juli 2014 über die Immobilisierung von Inhaberaktien die Gesellschaft FIDUCIAIRE EUROLUX, société anonyme, 196, Rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, eingetragen im Registre de commerce et des sociétés unter B 34752, mit sofortiger Wirkung zur Verwahrstelle der Inhaberaktien der Gesellschaft zu ernennen.

Référence de publication: 2015140297/11.

(150152634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

OIRP Investment 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.631.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 13 juillet 2015

En vertu du contrat de cession de parts daté du 13 juillet 2015, prenant effet le 14 août 2015, Orion Income Master Luxembourg S.à r.l. a transféré la totalité de ses parts sociales ordinaires de la manière suivante:

- 600 parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 25 EUR chacune, à la société Soprano Retail 1 S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B 195.037 et dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- 600 parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 25 EUR chacune, à la société Soprano Retail 2 S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B 195.067 et dont le capital social s'élève à EUR 12.500, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015140351/23.

(150152221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

MSI Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 125.174.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la Société MSI ALPHA S.à r.l. en liquidation volontaire par acte du notaire Maître Léonie Grethen en date du 4 août 2015, a été clôturée lors des résolutions de l'associé unique sous seing privé du 14 août 2015. Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à partir du 14 août 2015 au 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MSI ALPHA S.à r.l.
Exequitive Services S.à r.l.
Liquidateur

Référence de publication: 2015140326/17.

(150152445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Oakmont Finance, Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 133.800,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 172.187.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2015.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Un Mandataire

Référence de publication: 2015140341/14.

(150152865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Quinlan Private CE Commercial Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 131.950.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 août 2015.

Référence de publication: 2015137688/10.

(150149108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 25.550,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 129.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 août 2015.

Référence de publication: 2015137689/10.

(150149092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.
